

3337  
**EN FÉVRIER 1934**  
**le prolétariat**  
**se levait contre**  
**le fascisme**

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

57<sup>e</sup> Année. — Nouvelle série. — N° 346  
 JEUDI 5 FÉVRIER 1953  
 LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
 ANARCHISTE

**I**l y a dix-neuf ans, les fascismes montaient partout en Europe : Hitler affirmait son pouvoir, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie françaises réussissaient à imposer la réaction au gouvernement, et Dolfuss, en Autriche, ripostait par le canon au soulèvement des ouvriers socialistes de Vienne.

Rappelons ce qui se passait alors en France.

Le 6 février, à l'appel des ligues réactionnaires fascistes (Action Française, Croix de Feu, Jeunesse Patriotes, Solidarité Française, Union Nationale des Combattants), c'était l'émeute contre la république des radicaux. Bilan : 20 morts, des centaines de blessés, et surtout Gaston Doumergue remplaçant les radicaux au pouvoir, aux acclamations des fascistes.

L'attitude équivoque — déjà — des dirigeants communistes se joignait aux faibles réactions du parti socialiste pour créer l'atmosphère de défaite et de découragement que le fascisme attendait. On se rappellera que l'*Humanité* du 6 appelait les Anciens Combattants (de l'A.R.A.C.) à manifester aux Champs-Elysées, non loin de ceux de l'U.N.C. fasciste, et avec des mots d'ordre dirigés plus contre la « gauche » et contre les traitres socialistes que contre les ligues fascistes. Et le 9, la direction du P. C. lancait ses troupes dans la bataille de rues, isolant ses forces, avec ce triste résultat : 6 morts ouvriers, sans résultats. Pendant que les socialistes appelaient leurs militants à la vigilance, mais n'envisageaient aucune action réelle.

Mais la pression des organisations syndicales, l'insistance des anarchistes (l'Union Communiste-Anarchiste était présente à la réunion des délégués de toutes les organisations antifascistes du 7 février) faisait décider par la C.G.T. la grève générale du 12, à laquelle se ralliait la C.G.T.U. stalinienne.

Grève générale qui surprit le fascisme comme une lame de fond. Manifestation d'un million de travailleurs à Paris, de centaines de milliers d'autres en province. Présence des anarchistes, partout, au premier rang. Citons Narbonne, par exemple, où les organisations politiciennes figées dans l'attentisme voyaient les militants communistes-anarchistes appeler la population à manifester, rendre la grève effective, et finalement rallier toutes les forces ouvrières.

La réaction ouvrière du 12 février mit un point d'arrêt aux menées fascistes ouvertes, et Doumergue et Laval au pouvoir furent plus des réactionnaires des fascismes proprement dits. Comme aujourd'hui, la bourgeoisie française ne faisait que tenir le fascisme en réserve, préférant une solution moins risquée tant que cela se pouvait.

Mais l'élan était

(Suite page 2, col. 3.)

## Après l'assassinat de Fehrat Hached EN AFRIQUE DU NORD

## Ils soustraien les cadavres

**A**PRÈS un silence de près de deux mois, une partie de la presse vient de réparer de l'assassinat de Fehrat Hached. Le « Figaro » du lundi 2 février nous apprend que Mme Fehrat Hached a déposé une plainte et que M<sup>e</sup> Isard a accepté de se porter partie civile. D'autre part le même journal nous apprend que l'U.G.T.T. a offert 3 millions à quiconque permettrait de retrouver les assassins. Une reconstitution du crime doit même avoir lieu.

Le « Figaro » avoue qu'il sera très difficile si ce n'est impossible de décrire les assassins et que M<sup>e</sup> Isard va se heurter à de grandes difficultés. Mais ajoute-t-il, il est bien évident que ces difficultés ne proviennent pas des autorités françaises.

Or, il ne faut pas oublier que ces autorités françaises ont eu le temps de puis deux mois, de prendre toutes les précautions pour que la vérité ne soit jamais connue. Voulez ceci d'un peu plus près.

Il n'y a en Tunisie que 350 Simca Aronde. Or, Fehrat Hached a été ache-

vé dans une voiture de ce type qui a aujourd'hui disparu puisque le juge tunisien chargé de l'affaire n'a pu réussir à la voir. De plus, rien n'a été fait pour essayer de vérifier l'emploi du temps des 350 Simca.

Aujourd'hui, ce juge tunisien a été dessaisi de ses fonctions en faveur d'un autre juge français ultra-colonialiste.

Une liste de membres de la « Main Rouge » que l'on sait avoir participé à des attentats a été dressée par la police et personne n'a été inquiété ou arrêté.

Les témoins intéressants n'ont pas été interrogés. Comme on le voit, le gouvernement français a bien pris ses dispositions pour que la vérité n'éclate jamais devant la classe ouvrière française. Il n'ose pas prendre la responsabilité de son acte !

L'affaire des assassinats de Casablanca des 7 et 8 décembre vient aussi de rebondir.

P. PHILIPPE.  
 (Suite page 2, col. 5.)

plus épique de son programme. Ce n'est pas parce que les voix socialistes, progressistes et communistes se sont unies contre ces décrets-lois que les travailleurs doivent tirer la leçon que « leurs » représentants ont agi consciencieusement. Nous le verrons d'autre part. Tout ceci n'étant que calcul politique et amuse-gueule pour les derniers croyants des bienfaits du socialisme parlementaire.

Le premier décret-loi concernait la réforme fiscale pas bien méchante, croyez-le. Il s'agissait de combattre la fraude fiscale. Cela fait bougrement de temps qu'en parle et cela ne fait rien entrer dans les caisses du gouffre-Etat.

Cependant, les termes employés par le gouvernement envoient quelque peu M. Boisdé (A.R.S.) et la Chambre lui donna entière satisfaction pour une petite rectification du texte proposé. Voilà ce qu'il advint de l'article tendant à des mesures répressives contre la fraude fiscale : d'adopter des mesures tendant à éliminer la fraude fiscale. M. Boisdé pense à sa clientèle électorale qui n'est nullement composée de travailleurs.

De cette manière, cela permettra au futur ministère d'avoir déjà un programme, une plate-forme pour en amuser, la nième fois, quelques-uns. Cela fait longtemps que ça dure et nul ne se soucie en haut lieu de faire cesser la comédie. On s'y complait aisément.

Le deuxième décret-loi concerne la Sécurité Sociale, c'est-à-dire une étatisation camouflée de celle-ci. Bien qu'ayant abandonné le projet de recul de la retraite, mesure

trop impopulaire, le gouvernement actuel, comme le précédent, n'en continuera pas moins à ourdir son complot contre la Sécurité Sociale jusqu'à la mainmise complète de l'Etat sur la gestion de celle-ci. Les travailleurs ne doivent donc pas relâcher leur combat pour que la Sécurité Sociale soit, certes, améliorée, car il s'y découvre de temps à autre quelques petits scandales dont profitent ses ennemis jurés et avoués, mais pour qu'elle soit gérée entièrement, totalement, par les travailleurs et qu'elle ne soit pas la chasse gardée de tel ou tel parti.

La loi des Finances votée, c'est la liberté pour le gouvernement d'agir à sa guise. Il peut, dès demain, si la majorité reste stable — et rien pour l'heure n'en doute — augmenter les impôts à volonté, même si l'opposition pouvait s'élancer au Parlement contre l'adoption des lettres rectificatives concernant les articles-cadres, à moins,

Robert JOULIN.

(Suite page 2, col. 3.)

plus épique de son programme. Ce n'est pas parce que les voix socialistes, progressistes et communistes se sont unies contre ces décrets-lois que les travailleurs doivent tirer la leçon que « leurs » représentants ont agi consciencieusement. Nous le verrons d'autre part. Tout ceci n'étant que calcul politique et amuse-gueule pour les derniers croyants des bienfaits du socialisme parlementaire.

Le premier décret-loi concernait la réforme fiscale pas bien méchante, croyez-le. Il s'agissait de combattre la fraude fiscale. Cela fait bougrement de temps qu'en parle et cela ne fait rien entrer dans les caisses du gouffre-Etat.

Cependant, les termes employés par le gouvernement envoient quelque peu M. Boisdé (A.R.S.) et la Chambre lui donna entière satisfaction pour une petite rectification du texte proposé. Voilà ce qu'il advint de l'article tendant à des mesures répressives contre la fraude fiscale : d'adopter des mesures tendant à éliminer la fraude fiscale. M. Boisdé pense à sa clientèle électorale qui n'est nullement composée de travailleurs.

De cette manière, cela permettra au futur ministère d'avoir déjà un programme, une plate-forme pour en amuser, la nième fois, quelques-uns. Cela fait longtemps que ça dure et nul ne se soucie en haut lieu de faire cesser la comédie. On s'y complait aisément.

Le deuxième décret-loi concerne la Sécurité Sociale, c'est-à-dire une étatisation camouflée de celle-ci. Bien qu'ayant abandonné le projet de recul de la retraite, mesure

trop impopulaire, le gouvernement actuel, comme le précédent, n'en continuera pas moins à ourdir son complot contre la Sécurité Sociale jusqu'à la mainmise complète de l'Etat sur la gestion de celle-ci. Les travailleurs ne doivent donc pas relâcher leur combat pour que la Sécurité Sociale soit, certes, améliorée, car il s'y découvre de temps à autre quelques petits scandales dont profitent ses ennemis jurés et avoués, mais pour qu'elle soit gérée entièrement, totalement, par les travailleurs et qu'elle ne soit pas la chasse gardée de tel ou tel parti.

La loi des Finances votée, c'est la liberté pour le gouvernement d'agir à sa guise. Il peut, dès demain, si la majorité reste stable — et rien pour l'heure n'en doute — augmenter les impôts à volonté, même si l'opposition pouvait s'élancer au Parlement contre l'adoption des lettres rectificatives concernant les articles-cadres, à moins,

Robert JOULIN.

(Suite page 2, col. 3.)

## Appel à tous

CAMARADES, AMIS LECTEURS,

## IL FAUT TENIR

Il y a deux ans, nous faisions un appel pressant à tous. A nos camarades, à nos amis, à tous, nous rappelions ce qu'était le « LIB ».

A vous tous, nous disions que le « Lib » était depuis plus de cinquante ans autre chose qu'un journal comme les autres. Qu'il était la tribune permanente où retentit depuis toujours la seule parole révolutionnaire réelle.

Depuis huit ans le « Libertaire » a été assuré régulièrement chaque semaine. Depuis huit ans, par les efforts constants des militants qui se relaient pour l'animer — à travers des difficultés qui auraient été pour tout autre journal insurmontables — le « Lib » a clamé sa protestation contre les iniquités d'une société enfantant dans sa décadence une barbarie nouvelle.

Et il a su, par-dessus le pessimisme mortel de notre temps, maintenir ouvertes les perspectives d'espoir de la Révolution Sociale qui se fera.

L'effort consenti par tous à notre appel du 1<sup>er</sup> Décembre 1950 a permis au « LIB » de continuer à faire entendre sa voix et d'exalter dans le cœur de chacun l'optimisme révolutionnaire qui nous a fait nous grouper autour de notre Fédération Anarchiste.

## Le Libertaire doit vivre

Depuis deux ans, les prix de l'impression, les frais généraux ont augmenté, un procès, des amendes très lourdes dont la justice bourgeoise a gratifié plusieurs de nos militants nous ont ramenés au bord du gouffre.

Une fois encore notre « LIB » risque de disparaître. Et encore une fois nous vous disons le **Libertaire doit vivre**. Et c'est vous camarades, amis lecteurs, qui pouvez le plus.

Si le « LIB » disparaissait, vous savez toute la perte que cela représenterait, quel vide cela serait. Y a-t-il une autre voix de la justice et de la liberté ?

A un moment, où notre présence est plus que jamais nécessaire, où le devoir de l'avant-garde lucide est d'être présente parmi les masses populaires, même abusées, le « Libertaire » ne doit pas disparaître.

Pour cela nous devons renouveler l'effort que nous

### PREMIÈRE LISTE DE SOUSCRIPTION

Savary .....	100	Aberlin .....	200	Croissant ....	50	Gr. Lyon ..	5.000
Houhot .....	200	Saureciaux .....	2.150	Stock .....	200	Fahr .....	200
Mégay .....	500	M. Paris-14 .....	100	Renato .....	10.000	Lancellin .....	300
Berthier .....	100	Gravot .....	200	X .....	100	Collin .....	200
Melin .....	100	Hémey .....	1.000	Loïa .....	100	République .....	100
Crozet .....	125	Blanchard .....	500	Km .....	200	Brévia .....	300
Cohen .....	200	Blanchard .....	200	Jean P.N. ....	200	Pontchar .....	300
X .....	200	Ausir .....	500	Bernard .....	500	Urbilotti .....	500
Jo. P.M. ....	200	Boudrier .....	400	Deltan .....	500	Gabrielli .....	200
Blanchard .....	500	Rombalda .....	100	Bournez .....	500	Simon .....	300
Flo .....	200	Blanchard .....	500	Vajaille .....	800	Thomas .....	1.000
François .....	300	François M. ....	200	Bernard .....	350	Ghely .....	1.000
Heurtel .....	100	Landry .....	200	Sala .....	200	Gribaud .....	1.000
Blanchard .....	200	Henri .....	1.000	Degroote .....	500	Ottie .....	170
Robie .....	300	Blanchard .....	100	Legrand .....	200	Harrood .....	500
Pastre .....	500	L. R. ....	100	Bonnet .....	100	Brum .....	1.000
Renault .....	880	Blanchard .....	500	Roche .....	250	Leblanc .....	1.000
Hémey .....	200	G. Sabatin .....	200	Duval .....	200	Profit .....	200
Coutea .....	600	Beshayer .....	200	Le Gall .....	500	Mathieu .....	500
Duima .....	200	Descamps .....	230	Lafont .....	200	Andant .....	300
Gaud .....	200	Audinet .....	200	J. M. ....	500	Levi .....	3.000
Haliko .....	250	Merlet .....	200	Delpey .....	1.000	Viet Minh .....	5.000
François .....	200	Noreckler .....	600	Tanguy .....	500	X .....	500
Seguela .....	100	Un compagnon .....	1.000	André et Mo .....	1.200	Marcel .....	1.000
Guy .....	2.000	La société .....	100	no .....	200	Tobiac .....	500
Félix .....	500	Laval .....	200	X .....	100	Attismos .....	100
Aragon .....	100	Montique .....	100	Chamure .....	500	Saint .....	150
Delarue .....	100	Said .....	100	Bonnecoll .....	100	Villiger .....	200
Pauliette .....	100	Blanchard .....	300	Grosdidier .....	100	Vaubillon .....	500
Aragon .....	100	X .....	10.000	Lozach .....	200	Le Comité National .....	1.000



## RÉFLEXES DU PASSANT Une industrie prospère

**P**AR ces temps de faiblesse économique plus ou moins chronique et de décadence monétaire, il est révoltant d'apprendre que les vieilles et traditionnelles valeurs permettent encore des hommes soudoix de l'aventure des placements de pères de famille. La bourseuse en effet, maintient, contre vents et marées, une cote des plus malheureuses. Sans risque d'erreur on peut même affirmer la montée permanente des Saintes-Vierges et autres Christe en simili bronze dont la demande est activée par guerres « justes » et libératoires du passé, du présent et de l'avenir.

On nous apprend, d'ailleurs, que les services (commerciaux) de la grotte de Lourdes ont dénombré en 1952, l'arrivée dans cette ville de 2.500.000 pèlerins contre 1.852.000 pour la période correspondante de l'année précédente. Fait à noter, la statistique nous informe qu'il y eut, parmi tous ce beau monde, 4.000 aviateurs venus de tous les points du globe à l'occasion de la « Semaine de l'aviation ».

OLIVE.

### Mise en scène en Corée

## La mort au programme

« Vous êtes cordialement invité à assister au spectacle organisé le dimanche 25 janvier 1953 par le général Wayne Smith, commandant la 7<sup>e</sup> division américaine en Corée. On taura (plus particulièrement) aux heures mentionnées sur le programme. Une discussion-débat suivra les réjouissances. Rendez-vous à l'heure H très pré-

cisement. En outrant à peine la réalité, on peut imaginer les cartes d'invitation envoyées aux hautes personnalités militaires, ainsi qu'aux journalistes conviés à assister à la prise d'une crête « de l'os en forme de T » par les fantassins du général précité. Tout ce beau monde se frottait déjà les mains, on allait voir un joli morceau de guerre héroïque, une bataille « pour de vrai », une aubaine !

Malheureusement, comme cela arrive quelques fois dans les spectacles les mieux montés, il y a eu incident technique. Oh ! pas grande chose, quelques armes automatiques sincoréennes en haut de la crête. Les organisateurs se trouvèrent alors devant un cas de conscience, si l'on peut employer ce mot en parlant de militaires : fallait-il, obéissant à la plus élémentaire sagesse, cesser l'assaut, mais gâcher le plaisir des spectateurs, ou bien laisser continuer le massacre ? Comme on ne doit jamais être discourtous envers ses invités, la bataille continua donc, pendant quatre heures, avec des centaines de morts au bilan de l'opération.

Et bien, le croira-t-on ? Malgré tant de bonne volonté, les gens sont tout de même pas contents !

\* \* \* \* \* Les familles des garçons ayant servi de « figurants » dans cette sinistre comédie, et dont un grand nombre, contrairement à ce que nous croyions auparavant, sont des appels et accompagnent leur service militaire sur le front coréen. Ces familles trouvent que la mort de leurs fils fut décidée d'une manière quelque peu désinvolte.

\* \* \* \* \* Les deux qui reprochent le côté spectaculaire (signalons

## BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

# Qu'est-ce que l'école Libre ?

**A**un moment où l'on accorde la plus grande importance à l'école cléricale, à une époque où l'Etat subventionne ouvertement et largement l'enseignement dit « libre » primaire, secondaire et depuis peu l'enseignement supérieur, nous avons jugé à propos de rassembler un certain nombre de documents au sujet de cet enseignement. Nous parlerons au cours de cette enquête d'un établissement primaire et secondaire (de la maternelle au bac). Nous verrons comment est recruté le personnel et nous noterons quelques particularités de l'enseignement donné par les clercs. Les lecteurs comprendront pourquoi nous nous situons pas exactement l'école dont nous parlons. D'abord il est utile d'attirer les foudres de la « Supérieure » sur les institutrices et les élèves qui nous ont communiquée la documentation et puis finalement les écoles libres se ressemblent toutes : ce qui est vrai pour celle-ci l'est également pour la plupart des autres.

### I. La triste histoire de Claude F...

#### Institutrice « libre » :

Voici comment on recrute du personnel chez les curés.

Claude F... a 19 ans, elle a interrompu ses études pour un an parce qu'elle

faisait de l'anémie et il se trouve qu'au bout de l'année, elle n'a pas pu retourner au lycée parce que son père était mort et parce qu'elle seule pouvait le remplacer.

Elle a une première partie de baccalauréat. Comme elle ne peut pas espérer trouver de place intéressante et qui ne la fatiguent pas trop (c'est-à-dire à proximité de son domicile) et comme elle est « pieuse », elle va tout naturellement trouver la « Mère supérieure directrice » de l'école libre de X... Lade à une partie de faire la classe aux enfants de 3 à 5 ans « au pair ». C'est-à-dire, qu'en échange de son travail, on l'autorisera à suivre les quelques cours de philosophie que son horaire lui permettra de suivre. Elle a le « courage » de refuser ce que bien d'autres auraient accepté car elle trouve la proposition trop scandaleuse et puis elle a besoin d'argent...

On lui confie donc, après bien des hésitations, une classe élémentaire cinq jours par semaine de 8 h. 30 à 11 h. 30 et de 13 h. 30 à 16 h. 30. On la paie 17.000 francs par mois. Les études qu'elle est tenue de surveiller ne lui sont pas payées.

Dans quelques écoles libres, les crédits Baraneg ont été utilisés pour ce à quoi ils étaient en partie destinés — à savoir, grossir un peu les traitements soutenus de personnes.

A l'école de X..., non seulement, on n'a pas donné aux institutrices les 1.000 francs par élève et par trimestre auxquels elles avaient droit, mais encore on leur a demandé instantanément de dire aux inspecteurs — s'il s'en présente — qu'elles bénéficient réellement des crédits Baraneg.

Avec l'argent des crédits, on a fait construire deux classes de quarante places chacune (ce que l'école laïque ne peut pas se permettre). On n'a pas fait installer le chauffage central bien qu'on le promette aux élèves depuis 5 ans. Toutes les classes ont un poêle à bois. Ainsi Claude F... a fait pendant trois mois la classe à 18 enfants dans un préau fermé, chauffé par un poêle

qui dégage de l'oxyde de carbone. Pour toute sécurité on l'a prévenue du danger et on lui a recommandé de sortir toutes les cinq minutes avec les enfants pour ne pas être asphyxié ! Comme elle n'avait pas l'intention de faire attraper froid aux enfants, Claude F... a ouvert une fenêtre au lieu de sortir — la fenêtre qui donnait sur elle. La pauvre fille s'en est tirée avec une bronchite, elle a dû prendre huit jours de congé. La directrice religieuse s'est autorisée de cela pour ne lui payer que la moitié de son mois : soit 8.500 fr.

Si nous nous sommes attardés sur cette histoire assez lamentable, c'est que les Claude F... foisonnent dans les écoles cléricales. Ces institutrices n'ont aucun espoir de gagner plus de 17.000 francs avant la fin de leur carrière. Si

elles restent là c'est souvent pour des raisons de santé (elles ne peuvent rien faire d'autre) ou parce que le peu d'argent qu'elles gagnent grossit les pensions, rentes, etc., qu'elles touchent par ailleurs.

Les jeunes filles qui veulent continuer leurs études tout en faisant la classe quittent très rapidement l'école libre de X..., car la directrice fait tout pour les gêner dans leurs travaux personnels. Si Claude F... quitte, cela ne générera en rien la « bonne » Mère car elle trouvera immédiatement des cas semblables à exploiter. Il y a foule au bureau d'embauche.

(A suivre.) Michel MALLA.

(Dans le prochain article : *Les taïcs et les ecclésiastiques enseignants; L'enseignement du français à l'école libre secondaire*).

## Ils soustraient les cadavres

(Suite de la première page)

C'est du centre catholique des intellectuels français que la chose est partie. Le secrétaire de ce centre, grand ami de Mauriac aurait dit dans une réunion spécialement faite à cet effet, que la journée du 7 décembre s'était passée dans le calme absolu et qu'il avait fallu la provocation des carriers centraux pour que le sang coule.

Il a aussi déclaré qu'une sourcière avait été tendue le lendemain, à la maison des syndicats par d'impressionnantes forces armées, la fusillade qui s'ensuivit et les lynchages de Marocains auquel se livra une foule su

**Pour le vrai  
communisme  
SOUSCRIVEZ !**  
C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

excitée. Au total, affirma-t-il, c'est non pas 50 morts du côté marocain qu'il faut compter, mais très probablement plus d'un millier.

Ces affirmations peuvent sembler paradoxales dans la bouche d'un disciple de Mauriac. Mais n'oublions pas que la partie de la bourgeoisie dont il fait partie a conservé une certaine morale, disons... chrétienne, qui la pousse à condamner en principe les crimes coloniaux. Mais cette même partie de la bourgeoisie, du fait de la détermination de classe est obligatoirement intégrée dans la politique colonialiste. De même les socialistes politiquement intégrés dans la bourgeoisie se sont vu contraints de matraquer les ouvriers tout en condamnant, sur le plan strict de leur idéalisme, ces mêmes matraquages. De la proviennent ces réactions qui sont effectivement des contradictions inhérentes à la classe bourgeoisie.

Il n'en reste pas moins que les faits sont bien monstrueux ! Des réactionnaires, amis et partisans du régime actuel avouent que ce même régime a fait mille morts à Casablanca !

Bien sûr le gouvernement et le général Guillaume nient les faits. Mais ils sont tellement affolés qu'ils ne sont d'accord sur le chiffre officiel des morts : pour Guillaume c'est 33 et pour le gouvernement 38 dommage que le ridicule ne tue pas !

Mais, à nous, il nous est possible d'imaginer l'horrible vérité ! Des bandes de racistes sanguinaires lynchant plus de mille indigènes, les mitraillant dans les rangs massifs des manifestants.

A Bordeaux, la bourgeoisie française est en train de faire le procès des assassins d'Oradour où 600 personnes ont trouvé la mort. Mais il manque à Bordeaux les assassins de Casablanca, où des milliers de cadavres crient vengeance, les assassins du Cap Bon et de Fréhat Hached, les assassins soutenus et payés par le gouvernement français !

## Chez les autres

### DOLLAR ÉGAL LIBERTÉ

A chasse aux sorcières fait les beaux jours du F.B.I. Mais il était un temps où la chasse aux gangsters était moins glorieuse et plus aléatoire. Que vouliez-vous, les rackettiers sont des gens qui se défendent, et qui ont des relations — et des dollars (voir « Combat », 19 janvier).

C'est ainsi que la législation américaine a pu, en son âme et conscience et en deux coups de cuiller à pot, condamner à la peine de mort deux espions, Juifs de surcroît, alors que l'assassin et chef de gang, Al Capone, fut jamais condamné qu'à une peine dérisoire pour... fraude fiscale.

Le fait vaut qu'on s'y arrête, et qu'on tire un coup de chapeau aux législateurs de la terre de la liberté et de la zone dollar.

Car enfin, les méfaits de Capone, et des gangs rivaux ou associés dans le « syndicat », furent réels. Il y eut des victimes, un état d'esprit qui régna et régnait encore, en fait loi le taux de délinquance juvénile aux U.S.A. Et celle-ci n'est pas prête à cesser dans un pays où tous les moyens sont bons pour acquérir le dollar-roi, et l'expérience l'a démontrée, également présente.

En face de cela, le délit d'opinion « engagée », pour peu qu'on s'engage dans l'action, et une action sincère et désintéressée (je ne saisis pas qu'on reproche aux Rosenbergs d'avoir gagné des millions de dollars est un délit sanctionné aisément par la peine capitale).

Il est vrai que pour « répondre » à l'opinion publique, on s'est senti obligé de forcer (ou fausser) le ton, en déchargeant sur les épaulas des Rosenbergs, le fardeau de la guerre de Corée et la responsabilité de l'attitude « inamicale » de la Russie. Et essayez donc de vous défendre contre ces accusations.

On a oublié, trop vite, que dans l'Allemagne nazie, les Juifs étaient les boucs émissaires, ceux qui étaient responsables de tout ce qui était mal dans le pays.

Je ne crois pas qu'ils avaient tort, ceux qui, les premiers, ont remarqué que la statue de la « Liberté » tournait le dos à l'Amérique — et s'il n'était mort, le responsable de l'érection de cette statue passerait peut-être en jugement pour « agissements antiaméricains ».

## FOSTER DULLES

(Suite de la première page)

putain semble très justifié. Si les U.S.A. jugent la France sur son gouvernement, la comparaison est valable. Ce gouvernement ne compte-t-il pas demander une aide pour la guerre coloniale d'Indochine ?

Il est vrai que Dulles ne prendra pas d'engagement. Il se contente de placer les différents gouvernements devant le dilemme trompeur : le réarmement ou la ruine par absence de dollars.

Effectivement, c'est ce qu'il y avait de plus net dans le premier discours de Dulles, en tant que secrétaire d'Etat.

Les observateurs bien pensants n'en ont retenu, cela va de soi, que les aspects secondaires.

Dulles a annoncé sans rien que la nouvelle politique sera ouverte aux yeux de tous, simple pour qu'elle puisse

être comprise de tous, et enfin convenable et morale. Le ton de ce discours était très imaginé et assez peu diplomatique.

C'est ce point sans importance qui choque le plus une bonne partie de la presse. Le plus « comique » de l'histoire est que, sans doute par réaction contre le langage vulgaire, « l'Humanité » attaquait le lendemain ce « discours comminatoire » (qui contient une menace d'après Larousse)...

N'est-ce pas en même temps un dernier coup de pied à Marty et à son langage plébien ? De ce discours, il ressort malgré tout que, comme tous les élus du monde, Eisenhower a du mal à concilier les promesses électorales et les réalités de la situation mondiale, et cela sans grand changement politique. Le Congrès réclame déjà le retour des forces U.S. de l'extérieur.

Il apparaît donc que ce grave problème de l'Europe soit pour le gouvernement américain un mouvement de division (entre autres buts).

La presse a été choquée également lorsque Dulles a déclaré en substance aux gouvernements des divers pays européens : « Ne venez à Washington qu'après ratification de l'armée européenne. »

Il a bonne mine, Mayer et ses projets de voyage...

Cependant, dans cette affaire, ce ne sont pas les détails qui nous inquiètent. Un point important est à noter : deux « experts russes » du département d'Etat, Charles Bohlen et George Kennan, ont été récemment évacués. Ils étaient partisans de l'endiguement du communisme et non de son refoulement. Et c'est dans les causes de cette disgrâce que nous voyons un danger de guerre.

Comme nous le mentionnons dans le « Libéral », ces épurations (des deux blocs du reste) sont un signe avant-coureur de la guerre. Le raidissement de la politique américaine vis-à-vis du réarmement de l'Europe ne laisse rien présager de bon non plus.

L'avenir est sombre.

C'est pourquoi il faut réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Il faut lutter contre le réarmement, de quelque pays que ce soit ; il faut lutter contre les politiciens qui nous entraînent tous vers la guerre ; il faut lutter contre la révolutionnaire des travailleurs contre le capitalisme inclus les soutiens de celui-ci, armée, police, etc., et que votre élimination est donc prévue au programme. Ce jour-là, sans vous, la paix entre les peuples aura fait un grand pas.

Mais y avait-il une réaction ouvrière quelques mois avant février 34 ? Les réactions ouvrières sont des phénomènes complexes, difficiles à prévoir et à évaluer. Souvent, elles ne se manifestent que comme riposte aux tentatives de l'ennemi. Un essai d'assaut fasciste pourrait, dans quelques mois, aussi bien qu'il y a dix-neuf ans, susciter un sursaut prolétarien, une action de masses, qui, plus encore qu'en 34, se ferait malgré les chefs des partis et des syndicats, sans eux ou même contre eux.

Mais sans organisation anarchiste solide et présente, un tel sursaut serait sans lendemain.

Pour qu'il soit possible, pour qu'il soit le premier acte de possibilités révolutionnaires, pour que le fascisme ne passe pas, le devoir est tout tracé : présence et organisation, lucidité et volonté.

## RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

### LA SAULAIE - D'OULLINS

Vendredi 13 février, à 20 heures 30, salle de l'ex-café Voron, 33, avenue Jean-Jaurès.

Sujet : Ce qu'est la Fédération anarchiste. Son but : Le Communisme libertaire.

Orateurs : LAVOREL, JOUANNIN, TARDIFF.

## SYMPATHISANTS ET JEUNES

Sur l'initiative du Comité régional de la F.A., une commission d'accueil est formée qui a pour but de recevoir les sympathisants et les Jeunes désireux de militer au sein de notre organisation.

Cette Commission recevra chaque mercredi, de 20 heures 30 à 22 h. 30, 1<sup>er</sup> étage, 24, rue Sainte-Marthe, Paris-10. Métro : Belleville.

## LE 28 FÉVRIER 1953

SALLE SUSSET, 206, quai de Valmy, Paris-X, à 20 h. 30

**Vous viendrez applaudir...**

**JANETTE PICO**

Chanteuse de la Radiodiffusion française

**Il y a vingt ans, le 30 Janvier 1933**

# LE FASCISME S'IMPLANTAIT EN ALLEMAGNE

A Bourgeoise allemande eut 15 ans pour accoucher de son enfant le plus désiré, le plus attendu, le plus choisi, le plus envie : le régime « national-socialiste ». Quinze ans pour mettre au monde ce monstre qu'enfante naturellement, dans les douleurs des crises et des guerres, tout régime capitaliste à son apogée de misère, d'injustice et d'absurdité : le fascisme frère jumeau de l'imperialisme. Quinze ans.

1918 : C'est la révolution sociale : partie des ports où les marins se sont mutinés, appuyés par les ouvriers, elle a vite gagné l'ensemble du pays où les conseils d'ouvriers et de soldats se multiplient enlevant par la violence le pouvoir à la bourgeoisie.

1933 : Les nazis entrent au gouvernement aux côtés du porte-parole du gros capital : Hugenberg, du diplomate aristocrate von Neurath et du général von Blomberg.

Pour comprendre comment s'est effectuée une telle évolution à la place de la révolution manquée, il est bon de rappeler quel était alors le rapport de force entre les classes sociales allemandes.

Face à face se trouvent : l'*oligarchie féodale* des gros possédants (environ un million et demi de personnes) d'origine soit terrienne et aristocratique, soit industrielle et bourgeoise.

Et le prolétariat de 30 millions de personnes dont 18 millions de travailleurs.

Mais entre ces deux blocs antagonistes s'interpose la masse des *classes moyennes* aussi nombreuse que le prolétariat : 30 millions de personnes, dont 17 à 18 millions de travailleurs, soit possédants (paysans propriétaires, petits et moyens industriels, commerçants, artisans), soit salariés (professions libérales, fonctionnaires, employés).

Le jeu d'une telle structure sociale caractéristique d'un des pays les plus avancés sur la voie de l'industrialisation est facilement catastrophique d'un point de vue révolutionnaire. Même si elles apparaissent au cours des crises (1920-23, 1929-33) en voie de paupérisation rapide, si elles semblent se prolétariser, elles n'en constituent pas moins qu'un « prolétariat en faux col » normalement dépourvu de conscience de classe et de combativité révolutionnaire qui, malgré le nombre des chômeurs, de démobilisés, de jeunes inemployés, n'aspire qu'à rétablir l'ordre ancien et leurs priviléges.

D'autre part la classe capitaliste dirigeante représente à côté de la force d'inerie des classes moyennes une puissance terriblement dynamique, entreprenante et habile. Touchée peu profondément par la guerre (« Nous avons sauvé l'Europe, c'était l'essentiel », a dit Ludendorff en 1918, l'économie allemande voit son potentiel de production augmenter d'un tiers jusqu'en 1931 grâce aux capitaux étrangers (surtout américains) attirés par le plan Dawes « le plus énorme investissement de l'histoire financière ». Les possesseurs de cet appareil formidable savent qu'une toute petite équipe de technocrates suffit à le diriger, encore faut-il que ceux-ci ne soient pas générés par un régime parlementaire qui permette un certain contrôle. Il faut donc mettre la main sans partage sur l'Etat. Pour résister l'opération il faut trois éléments : de l'argent, des troupes et la propagande politique.

L'argent ne manque pas à ces mesures.

par Frantz FURSTENBERG

Les troupes non plus. Elles se recrutent dans la masse de ceux qui sont toujours les fourriers du fascisme : les *Anciens Combattants*. C'est l'histoire des « Fasces », des « Croix-de-Feu », de l'*American Legion*, de la « Légion Française des Combattants », etc., repaires d'autoritarisme et de christianisme disciplinaire où l'on entretenait le culte du chef et la camaraderie de ceux qui sont « unis comme au front », unis par-dessus les vaines distinctions de classe dans un commun abrégement, de ceux qui regrettent le temps où ils étaient payés, nourris, logés, habillés sans avoir à se poser de problèmes.

Ces Anciens Combattants, robots sanglants, le vainqueur s'empresse de

fut Mein Kampf qui, motivant de manière passionnelle les buts du programme nazi, sembla l'ouvrage le mieux adapté à être répandu et à soulever un écho favorable dans les milieux les plus larges.

Or si l'idéologie fasciste par son origine était parfaitement adaptée à la bourgeoisie fut adoptée par une grande partie des classes moyennes, il est tout à fait douteux qu'elle ait jamais tout au moins avant l'établissement du régime fasciste pu s'imposer à une partie appréciable du prolétariat.

En novembre 1932 les Nazis n'obtenaient en effet que 33 % des suffrages exprimés et 44 % plus 8 % à leurs alliés « nationaux » en mars 1933 après la mise en place du dispositif de sup-

non pas principalement vis-à-vis du prolétariat, mais vis-à-vis des classes moyennes si importantes, numériquement et économiquement, dans les pays d'Europe occidentale.

Ces classes, qui souvent n'ont conscience ni d'être exploitées, ni d'être exploitées (ce qu'elles peuvent être à la fois), peuvent être accessibles aux slogans de collaboration de classe employés par les gros capitalistes qui eux savent très bien que ce n'est là qu'attrape-nigauds.

(1) Les 25 points du programme nazi contiennent jusqu'en 1928 de sévères attaques contre la propriété privée et le capitalisme, concessions plus à l'associacionnisme de Feder qu'au Marxisme (il est vrai) qui disparaissent à cette date.

## La semaine prochaine :

### LE MÉCANISME ÉCONOMIQUE DU RÉGIME NAZI.

### FAUT-IL CROIRE AUSSI À LA RESPONSABILITÉ DU PEUPLE ALLEMAND ?

### PRIMAUTE DE L'ÉTAT.



## MAKHNO

### Les masses dans la Révolution et l'Organisation Anarchiste

(Mémoires, tome 1, pages 104, 105, 106).

La Révolution russe avait, dès les premiers jours, posé devant les groupes anarchistes russes et ukrainiens, une alternative catégoriale qui, aujourd'hui, exigeait impérativement une décision de notre part : aller vers la masse, l'organiser et créer la Révolution avec elle, ou bien s'abstenir et renoncer à la Révolution Sociale.

Il ne pouvait plus être question de s'en tenir à une action de groupes, de se contenter de faire paraître des brochures et des journaux ou d'organiser des meetings. A l'heure des événements décisifs, les anarchistes risquaient ainsi de se trouver, sinon complètement isolés des masses, en tout cas en queue du mouvement.

L'anarchisme, de par son essence même, ne pouvait accepter un tel rôle. Seul le manque de compréhension et d'enthousiasme révolutionnaire de ses adeptes — groupes et fédérations anarchistes — risquait de détourner dans cette voie.

Tout parti de lutte — le parti anarchiste-révolutionnaire plus qu'un autre — doit tendre à entraîner les masses à sa suite aux heures insurrectionnelles. Au moment où ces masses commencent à lui témoigner leur confiance, il doit, sans se laisser griser, suivre la marche accidentée des événements et saisir le moment où il lui faudra quitter les sinuosités de la voie suivie jusque-là et en détournir la masse des travailleurs. C'est là une méthode ancienne, mais non encore expérimentée par notre groupe et qui ne pourra être mise en pratique que lorsque notre mouvement sera fortement organisé, car tout mouvement de grande envergure doit se développer suivant un plan stratégique établi d'avance, sinon les divers groupes s'ignoreront les uns les autres et manqueront de cohésion dans l'action. Un tel mouvement pourrait, certes, être créé au moment même de la Révolution, mais il serait impossible de lui infuser une vie durable, de lui donner un *credo* qui guiderait les masses révoltées vers l'affranchissement définitif des entraves économiques, politiques et morales. Ce serait là une perte inutile en vies humaines, sacrifiées dans une lutte nécessaire et juste, quant à ses buts, mais inégale.

C'est pourquoi notre groupe s'adonna avec une énergie nouvelle à l'étude des problèmes non encore résolus par le mouvement anarchiste... tels, par exemple, que celui de la coordination de l'activité des différents groupes dans la lutte révolutionnaire en cours...

## POUR VAINCRE LA PEUR

de ANEURIN BEVAN



O se laisse facilement aller à une sorte de sympathie pour le parti travailliste anglais. De loin et en écoutant ceux qui prétendent connaître l'expérience travailliste, celle-ci paraît intéressante et laisse sur l'impression d'être quelque chose sur laquelle il faut compter.

Cette impression est si forte que même ceux qui sont avertis des problèmes politiques arrivent difficilement à se débarrasser du mythe d'une ébauche de « socialisation » en Grande-Bretagne. Et cela, malgré les erreurs (?) des travaillistes sur le plan international et leur identité de vue avec les conservateurs sur le plan colonial, bien qu'il faille reconnaître aux travaillistes une lucidité remarquable dans le réel.

Embrouillés dans leur marécage électoral, les partis soi-disant ouvriers n'avaient plus la force de barrer la route à une réaction toute puissante à qui s'était rallié l'ensemble des classes moyennes. Faisant ainsi preuve de leur incapacité foncière à défendre le prolétariat allemand, ils abandonnent ce dernier au patronat le plus puissant d'Europe appuyé par les classes moyennes les plus pléthoriques. Une Révolution ou même un Front Populaire étaient irréalisables, succédant à tant de trahisons, de divisions et d'incertitudes.

Néanmoins, le besoin d'une Révolution sociale était encore vivace dans les masses populaires. Il n'est pour en témoigner que de remarquer combien le Parti Nazi fut emprunter de phrases au socialisme (jusqu'à son titre). Parmi ses militants, comme dans tout parti fasciste, se trouvaient des éléments venant de partis de gauche et même parmi ceux-ci en étaient-ils qui avaient en adhérant au nazisme conservé sincèrement leurs aspirations. La tendance de gauche, surtout représentée dans le Nord de l'Allemagne, où était prononcé un Nazisme socialiste ni antisémite ni antimarxiste pouvait-elle l'emporter. Certainement pas. Les gauchistes sont très utiles à un parti fasciste car ils sèment la confusion dans la classe ouvrière (1), mais tout à leur présence devient incompatible avec la réalité de la politique fasciste et ils sont éliminés comme devaient l'être les frères Strasser et Röhm (liquidés sous l'injonction formelle de Krupp).

Le mythe d'une « socialisation » a d'autant plus de force qu'il a été monté par les « voyageurs » étrangers. Car il faut reconnaître que les militants anglais ont encore cette astuce politique, ou cette modestie, de laisser faire leur propagande à l'extérieur par d'autres qu'eux-mêmes. Il est connu qu'on se laisse plus facilement convaincre par des gens qui ne paraissent pas avoir d'autre intérêt que celui d'être objectif.

Mais Aneurin Bevan, leader de la gauche travailliste a senti le besoin de nous raconter sa vie. C'était, enfin, pensions-nous, en apprenant l'édition du livre, une histoire du parti travailliste anglais et des résultats de sa politique par un de ceux qui furent à l'origine même du parti. Les débuts politiques de Bevan se confondent en effet, à quelques années près avec l'entrée de l'Injonction formelle de Krupp.

Tout de suite nous disons la déception que nous ressentons après la lecture de l'ouvrage malgré les deux premiers chapitres très intéressants.

D'où vient cette déception ? Le titre du livre ne doit pas y être pour rien.

Il présente ce caractère d'être commercial, de saisir le client qui passe devant la vitrine du librairie, par la promesse d'une solution à cette peur, à cette insécurité matérielle, morale, dans lesquelles sont plongées les générations de notre époque, alors que cette solution n'est que l'idéal de la démocratie capitaliste. Idéal dont on sait bien l'hypocrisie. Nous reconnaissions toutefois que cette promesse est créée, de toute pièce par la traduction qui, littéralement est : à la place de la peur (in place of fear), Bevan dans le choix de l'titre plus modeste, comme on le voit.

Il n'en reste pas moins que Bevan n'a pas fait autre chose que de nous informer de ses pensées politiques, de son idéalisme politique au sein de la société capitaliste. Cette histoire personnelle de l'auteur nous est livrée détachée même du contexte historique dans lequel elle s'inscrit. Bevan a

quand même l'avantage sur bien des politiciens, de nous expliquer ses idées dans un langage extrêmement clair, débarrassé du jargon d'anciens avocats ou d'ex-élèves des écoles des sciences politiques. Peut-être même cette simplicité de style monotone donne-t-elle l'inconvénient de ne pas retenir suffisamment le lecteur à l'attention.

Nous pourrions résumer la pensée de Bevan par l'attitude politique des sociaux-démocrates dans la société capitaliste et que Jaurès a défini parfaitement ainsi : « Aller à l'idéal en comprenant le réel ».

Si pour les sociaux-démocrates du continent européen cette attitude s'est traduite par l'identification totale à la pire réaction, le travaillisme anglais a concrétisé dans une certaine mesure son programme. Ne serait-ce par exemple que le magnifique service de santé mis sur pied en 1945.

Ce qui explique les résultats différents des deux courants sociaux-démocrates ce sont les origines elles aussi différentes de ces deux mouvements réformistes. Alors que la social-démocratie européenne a une origine purement politique aux références marxistes, et s'est constituée hors du mouvement ouvrier avec l'apport d'intellectuels bourgeois, le « Labour Party » a une vieille origine syndicale, dont les antécédents remontent bien avant la construction des théories socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Également encore dans le fait que le mouvement ouvrier anglais ne s'est pas vu déchirer par de multiples tendances politiques. Les syndicalistes et les socialistes réussirent à se confondre dans l'unique parti travailliste.

Mais cet avantage apparent condamne par la pratique le réformisme. Les Anglais ne peuvent prétendre, comme les Européens, à l'impossibilité du fait de l'absence d'unité dans le mouvement ouvrier, à appliquer leur programme. A part le service de santé et quelques nationalisations, qui n'ont rien changé aux rapports entre les ouvriers et la direction, de l'aveu même de Bevan qui, là encore nous découvrons l'attitude du gouvernement travailliste en 1945 dans les relations entre la Grande-Bretagne et l'Inde qui permet, en donnant un gouvernement autonome à ce pays, de maintenir tous les intérêts impériaux en Orient.

Le mythe d'une « socialisation » a d'autant plus de force qu'il a été monté par les « voyageurs » étrangers. Car il faut reconnaître que les militants anglais ont encore cette astuce politique, ou cette modestie, de laisser faire leur propagande à l'extérieur par d'autres qu'eux-mêmes. Il est connu qu'on se laisse plus facilement convaincre par des gens qui ne paraissent pas avoir d'autre intérêt que celui d'être objectif.

Mais Aneurin Bevan, leader de la gauche travailliste a senti le besoin de nous raconter sa vie. C'était, enfin, pensions-nous, en apprenant l'édition du livre, une histoire du parti travailliste anglais et des résultats de sa politique par un de ceux qui furent à l'origine même du parti. Les débuts politiques de Bevan se confondent en effet, à quelques années près avec l'entrée de l'Injonction formelle de Krupp.

Tout de suite nous disons la déception que nous ressentons après la lecture de l'ouvrage malgré les deux premiers chapitres très intéressants.

D'où vient cette déception ? Le titre du livre ne doit pas y être pour rien.

Il présente ce caractère d'être commercial, de saisir le client qui passe devant la vitrine du librairie, par la promesse d'une solution à cette peur, à cette insécurité matérielle, morale, dans lesquelles sont plongées les générations de notre époque, alors que cette solution n'est que l'idéal de la démocratie capitaliste. Idéal dont on sait bien l'hypocrisie. Nous reconnaissions toutefois que cette promesse est créée, de toute pièce par la traduction qui, littéralement est : à la place de la peur (in place of fear), Bevan dans le choix de l'titre plus modeste, comme on le voit.

Il n'en reste pas moins que Bevan n'a pas fait autre chose que de nous informer de ses pensées politiques, de son idéalisme politique au sein de la société capitaliste. Cette histoire personnelle de l'auteur nous est livrée détachée même du contexte historique dans lequel elle s'inscrit. Bevan a

des capitalistes qui aggravera les crises économiques à l'intérieur de ces pays. Il est partisan malgré cela d'un réarmement, mais d'un réarmement qui me soit pas la chose essentielle dans l'économie. Un réarmement qui soit d'abord à la mesure des possibilités et au danger d'agression. De même pour les pays coloniaux où la solution doit résider dans l'aide économique et non dans la guerre. Ces pays auraient besoin d'une aide massive pour leur développement social. En leur refusant, les démocraties les rejettent dans l'influence stalinienne qui leur apporte la seule aide qui lui soit possible et la seule que demandent dans ces conditions ces pays pour combattre l'occupation étrangère : des armes.

L'aide économique qu'attendent les pays coloniaux ne peut être apportée que par les pays industriellement bien équipés. Et ce n'est pas le cas de la Russie.

En conclusion, Bevan ne voit d'autre solution à l'arme dont se sert Staline pour son expansion qui est la faim. Aux U.S.A. donc, avec le quatrième point du plan Roosevelt, d'aider les pays économiquement arriérés et aux gouvernements européens de préférer le développement social de leurs pays à un réarmement illusoire.

Comme nous l'avons dit on ne peut nier ce réalisme politique dont fait preuve Bevan, mais en se contentant d'exposer ce que serait l'idéal, il ne fait qu'entretenir cette confusion, cette mystification des possibilités démocratiques capitalistes et du rôle que doit jouer un parti réformiste au sein de la société capitaliste. Cet idéalisme, et nous pouvons nous demander dans quelle mesure Bevan n'en est pas conscient, l'Angleterre, avec une direction « travailliste », n'en a pas manifesté l'intention. Jusqu'à présent, elle s'est contentée d'essayer de sortir du drame économique et financier qu'elle traverse, individuellement et au besoin en plongeant un peu plus les pays européens dans le marasme qu'ils connaissent. Le problème de l'impérialisme anglais n'a pas reçu non plus de solution. L'Inde comme l'Egypte malgré les rapports plus souples avec la mère-patrie n'en considèrent pas moins la présence anglaise comme impérialiste. Le gouvernement conservateur ne peut déjà servir de prétexte à critiquer, il s'est contenté de poursuivre la politique travailliste.

Et si même cet idéalisme restait possible, bien avant que le parti travailliste ou la social-démocratie n'ait provoqué un tel retour de la direction politique, imposée par la structure économique du capitalisme une barbarie nouvelle se sera manifestée.

Mais Bevan a-t-il tellement d'illusions sur la force de son parti ? Son livre ne serait-il pas seulement, simplement, une propagande pour les prochaines élections ?

Le livre reste, sur le plan de l'information utile à lire surtout pour les militaires.

René LUSTRE.

En vente à notre service de librairie : 555 fr. francs.

U. Sinclair ...	225
J.-J. Rousseau ...	555
Kaminsky ...	390
A. Moravia ...	115
Koestler ...	405
—	375
—	375

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## Le problème du logement en Italie

par Aldo VINAZZA

Correspondant  
des G.A.A.P.

Un des plus importants problèmes qui assaillent spécialement les couches populaires italiennes, aujourd'hui, est celui de la maison.

Selon le dernier recensement fait en Italie, 11.374.000 familles sont logées dans 10.630.000 habitations ; c'est-à-dire qu'il manque 774.000 logements, ou si l'on veut que 774.000 familles vivent dans des locaux surpeuplés, donc incommodes et anthygiéniques.

Toujours selon les statistiques, on considère comme logements les 219.000 grottes, barraques et taudis dans lesquels sont contraints de vivre, plus que des bêtes, 219.000 familles.

Si l'on compte en moyenne cinq personnes par famille, cela donne en tout 4 millions 965.000 personnes en Italie qui se trouvent sans logement ou qui vivent dans des conditions d'hygiène impossibles.

Un projet de loi élaboré par un groupe de parlementaires du centre-gauche, sous le titre « Pour la lutte contre le taudis », fournit à ce propos des renseignements détaillés. Par exemple, ce projet dénonce dans sa partie introductive que :

1<sup>er</sup> Dans les communes de plus de

**Les équipages des navires de toute nationalité doivent s'opposer aux lois Mac Carran**

Trente-huit marins du « Liberté » ont déjà refusé d'avoir leurs permis estampillés et de répondre aux questionnaires de l'officier d'immigration américaine.

Que les équipages qui se rendent à New-York se mettent dans la tête que ce même officier craint ce refus. Car il est nécessaire d'avoir des marins à terre pour la mise à quai, l'appontement et l'amarrage. Le seul moyen de venir à bout de cette loi est de refuser de coopérer et de s'opposer à ce que le travail d'amarrage soit fait par du personnel de remplacement.

De plus, les compagnies américaines de navigation font déjà nettement remarquer que « la chasse aux sorcières » est fort bien tant que les portefeuilles n'en souffrent pas.

L'American President Line a déjà engagé une action juridique contre l'Acte Mac Carran et Walter sur l'immigration. Elle déclare qu'elle ne peut se permettre de subvenir au coût de l'entretien des passagers en attendant qu'on statue sur leur éligibilité d'entrer sur le sol des U.S.A.

La compagnie déclare que ces coûts pourraient s'élever à plus de 6.000 dollars par mois.

P. R.

**Les allocations familiales de MM. les actionnaires**

QUAND je pense que mon patron touche les allocations familiales, nous disait l'autre jour une mère de famille employée. Elle avait la gorge serrée.

Il est, en effet, devenu une habitude pour un certain nombre de capitalistes actionnaires de diviser en deux parts leurs bénéfices : un salaire de directeur, avec feuille de paye établie par leurs soins et leurs bénéfices plus ou moins déclarés par ailleurs.

La feuille de paye donne droit aux allocations familiales et au salaire unique, car madame se repose et a des domestiques. Ils sont parfaitement en règle puisque salariés.

Rien n'empêche une société commerciale d'avoir un associé directeur, un associé comptable et un associé secrétaire, par exemple, tous trois commerçants salariés.

Le travailleur qui se met au lit pour maladie risque d'avoir un contrôle et il sera pris en faute s'il a été faire ses courses pour manger, mais l'actionnaire, lui est en règle, les contrôles peuvent venir !

Il y a tout de même des gens qui pourraient se passer d'une petite récompense pour leur proréation !

**REDACTION-ADMINISTRATION**  
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>) C.O.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Fr.  
AUTRES FAYS  
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre  
30 francs et la dernière bande

**Pour accentuer  
notre lutte ouvrière  
SOUSCRIVEZ !**

C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant  
19, rue du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>  
F. ROCHON, imprimeur.

**UN TOIT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR**  
**Pour remédier  
à cela...**  
**Douze personnes  
dans un taudis de 2 m. sur 4 :  
deux enfants sont morts !**  
**...Le Plan Courant  
entre en action !**

Les tramways de Versailles disparaîtront en 1954 et serviront de logis aux sans-abri

Les tramways versailles seraient remplacés par des trolleybus ou autobus et les vingt-quatre voitures ainsi supprimées seraient transformées en logement pour des sans-abri. Il en résulterait une dépense de l'ordre de 2 à 3 millions.

Aux Établissements Zeller Frères

## Association du loup et de l'agneau

DANS le « Libertaire » du 22 janvier nous dénoncions les tentatives de suéxplotation et de chantage de la direction des « Etablissements Zeller » à l'égard des ouvriers des trois usines textiles de la vallée de Masevaux (Haut-Rhin).

Cette tentative de chantage, nous le rappelons, consistait pour la direction « Zeller » à offrir aux 300 ouvriers des trois entreprises la gestion de celles-ci ou le chômage par la fermeture des usines. Elle leur offrait la gestion parce que le matériel trop désuet de ses usines ne pouvait plus tenir la concurrence et rendait non rentable l'exploitation capitaliste de ses entreprises.

Nous savons qu'après avis d'une commission d'experts présente par les responsables locaux C.F.T.C. (syndicat unique des entreprises « Zeller »), ceux-ci rejettent la proposition comme impraticable.

Cette attitude devant le piège patronal avait rencontré l'approbation des libertaires pour les raisons alors exprimées.

Quel n'est pas notre étonnement d'apprendre aujourd'hui par la presse de droite qu'un accord vient d'être conclu entre la direction et le personnel des trois usines de tissage « Zeller ».

Cet accord stipule que :

« La gestion de l'entreprise sera assurée désormais par un « comité de direction » composé d'un technicien, de deux contremaîtres et de trois ouvriers. Le personnel a accepté que le tiers des salaires soit versé pendant un certain temps sous forme d'actions, afin d'assurer le fonds de roulement de la coopérative. Les bénéfices éven-

tuels seront partagés entre les ouvriers. La direction des usines « Zeller » s'est engagée à fournir les fils à la coopérative aux prix moyens de la concurrence, à charge pour cette dernière de lui livrer la totalité du tissu fabriqué.

Que s'est-il passé ?

Les ouvriers ont-il devant la crainte du chômage, cédu à l'ultimatum patronal ?

Un aménagement superficiel de la part de la direction a-t-il suffi pour avoir raison de la crédulité des ouvriers ?

La C.F.T.C., partie négociatrice, ne souffre mot de ses tractations avec le patronat. Tractations importantes pourtant pour la classe ouvrière qu'elle engage dans son entier.

Nous comprenons, dans une certaine mesure, les raisons économiques entre autres qui peuvent avoir poussé nos camarades ouvriers placés dans une région presque sans issue à céder au dilemme *surrexploitation ou chômage total*.

Le silence fait par les intéressés autour de cet accord du loup et de l'agneau et sur ce qu'il a de suspect ne nous permet pas pour le moment d'éplucher sur cette dangereuse association.

Seulement ne perdons pas de vue cette aventure dans laquelle est engagé non seulement la vie matérielle de quelques-uns de nos camarades mais un principe essentiel de l'émancipation ouvrière. Nous nous informerons à bonne source et tiendrons nos lecteurs au courant de l'évolution de cette nouvelle expérience.

L. BLANCHARD.

## Le chômage dans le monde

**Situation de l'homme en chômage**

LE chômage est de tous les problèmes sociaux et économiques un de ceux dont l'absence de solution dans la société capitaliste entraîne pour la classe ouvrière les souffrances les plus pénibles, les plus permanentes. Il est donc d'un intérêt impérieux de se pencher sur les différents aspects de cette question qui revêt une importance mondiale. Nous nous proposons donc d'étudier :

Primo : la définition du chômage par rapport à l'individu qui le subit, c'est-à-dire la situation de l'homme en chômage ;

Secondo : le chômage en tant que phénomène collectif, ainsi que les différents caractères sociaux qu'il peut revêtir du fait de ses causes économiques profondes ;

Tertio : la position des Etats en face du chômage, c'est-à-dire les politiques suivies par les différents régimes pour tenter d'y porter remède.

Si nous jetons un regard sur l'origine de ce mot, nous nous apercevons que le verbe « chômer » vient sans doute du bas-latin « caumare » qui signifiait « faire la sieste ». Longtemps, on employa ce terme en parlant de l'individu pendant qu'il ne travaillait pas. Jusqu'au dix-neuvième siècle, on parla de « chômage du dimanche » et l'on dit encore « les fêtes chômées ». Depuis, l'acceptation du terme « chômage » a été réservée non plus à l'homme qui ne travaille pas, mais à celui qui est privé de travail, ce qui est tout différent. C'est dans ce dernier sens que

Le chômage occulte s'étend aux chômeurs partiels, c'est-à-dire à ceux qui sont sans travail une partie du temps. Ce peuvent être, par exemple, certains catégories d'ouvriers en chambre qui ne peuvent travailler qu'une partie de la semaine ou les journaliers ou saisonniers agricoles qui, ne travaillent pas, attendent et dépassent aujourd'hui l'âge de la retraite. En sans doute comme toujours de nombreux gros « propriétaires » officiellement non bénéficiaires seront les premiers servis et cela après avoir mené campagne contre.

En effet, beaucoup de ceux-ci inspirés par une réaction habile et sournoise et par leurs dépositaires financiers ont misé sur un moyen d'assainissement, fait qui peut atteindre et dépasser aujourd'hui l'âge de la retraite. En sans doute comme toujours de nombreux gros « propriétaires » officiellement non bénéficiaires seront les premiers servis et cela après avoir mené campagne contre.

Le chômage virtuel recouvre les chômeurs à qui la société, par des mesures exceptionnelles, fournit un certain travail qui peut être inutile et payé par

par Paul ROLLAND

fut consacré le mot inusité il y a un siècle de « chômeur ». Le chômeur est donc le travailleur sans emploi ou, plus précisément, qui, involontairement, n'a pas d'emploi. Or, il y a dans notre société une très grande variété d'individus dont la situation est de manquer d'emploi, aussi leur classement en diverses catégories s'impose.

**Differentes catégories de chômeurs**

ON peut distinguer les chômeurs complets (ou chômeurs appartenants), les chômeurs partiels (ou chômeurs occultes), les chômeurs virtuels (ou faux chômeurs) et les inemployés (ou chômeurs potentiels).

A côté des travailleurs actifs, des chômeurs (travailleurs privés d'activité) et des oisifs (classe sociale des parasites) qui composent notre société capitaliste, il y a une marge de chômeurs qui n'ont jamais été employés : ce sont les inemployés. On peut ranger parmi eux les jeunes qui n'ont pas encore trouvé de travail ; les rentiers et retraités que l'insuffisance de leur revenu pousse à chercher un emploi pour sortir d'une condition généralement dénommée « économiquement faible » ; les travailleurs à leur compte qui se trouvent ruinés ; les personnes aisées

dont la perte d'un revenu provoque le déclassement, etc... Tous ces gens ne peuvent le plus souvent jouir de la dénomination officielle de chômeur, car ils ne remplissent pas les conditions requises :

Apporter la preuve : 1<sup>er</sup> que l'on a effectué une aventure dans laquelle est engagé non seulement la vie matérielle de quelques-uns de nos camarades mais un principe essentiel de l'émancipation ouvrière. Nous nous informerons à bonne source et tiendrons nos lecteurs au courant de l'évolution de cette nouvelle expérience.

2<sup>er</sup> que l'on n'en vit plus depuis un certain temps ; 2<sup>er</sup> que l'on n'en vit plus depuis un certain temps ; 3<sup>er</sup> que l'on a été congédié par son dernier employeur ; 4<sup>er</sup> ne peuvent non plus répondre à ces conditions tous ceux qui ont renoncé à travailler et qui composent le « Lumpen-prolétariat » : le « prolétariat en haleines ». Ce sont tous les vagabonds (1), individus sans ressources, donc sans domicile (donc sans sécours des autorités locales) ; gens dont la condition est un délit punissable en soi, de même que pendant longtemps l'homme sans travail était passible des galères ou d'être vendu comme esclave.

(1) L'effectif des « clochards » parisiens est selon certaines évaluations d'environ 40.000 hommes et femmes.

## LE COMBAT PAYSAN

### Que sera la retraite paysanne ?

BEAUCOUP d'encore a coulé et coulera sans doute encore à ce sujet. Ce qui est sûr c'est que ce nouveau jeûne ne pourra aggraver le malaise du petit paysan et lui apprêter de mauvais vantages, fait qui peut atteindre et dépasser aujourd'hui l'âge de la retraite. En sans doute comme toujours de nombreux gros « propriétaires » officiellement non bénéficiaires seront les premiers servis et cela après avoir mené campagne contre.

En effet, beaucoup de ceux-ci inspirés par une réaction habile et sournoise et par leurs dépositaires financiers ont misé sur un moyen d'assainissement, fait qui peut atteindre et dépasser aujourd'hui l'âge de la retraite. En sans doute comme toujours de nombreux gros « propriétaires » officiellement non bénéficiaires seront les premiers servis et cela après avoir mené campagne contre.

Le chômage virtuel recouvre les chômeurs à qui la société, par des mesures exceptionnelles, fournit un certain travail qui peut être inutile et payé par

## La Commission ouvrière de la Fédération Anarchiste

Réunie le dimanche 25 janvier, la commission ouvrière nationale a fait du travail et cela aussi bien dans les débats que dans les décisions prises.

En plus des militants parisiens étaient présents un camarade correspondant de Saône-et-Loire et un membre des groupes anarchistes d'action prolétarienne (G.A.A.P.) de Turin.

Les deux points de l'ordre du jour : situation ouvrière actuelle et étude des conditions de travail et de la commission ouvrière.

Le cours des débats et à propos des centrales syndicales, plusieurs exemples ont été apportés de mots d'ordre de la C.G.T. qui se sont retournés contre la classe ouvrière, de compromissions de F.O. avec le patronat, l'Etat et les agents américains, du jésuitisme et de la démagogie de la C.F.T.C. Il a été constaté également que la propagande pour les 40 heures payées 48 lancée par le « Libertaire » a été reprisée par l'ensemble des syndicats. Quant à la C.N.T., certaines de ses actions ont été considérées avec sympathie.

La documentation, surtout celle concernant la législation du travail et de la Sécurité Sociale, l'information juridique des militants dans les entreprises, les liaisons plus rapides entre la commission ouvrière et ses correspondants, le programme revendicatif, autant de points qui ont été examinés et qui ont fait l'objet de débats utiles de la part des militants de la commission.

La prochaine réunion se tiendra vraisemblablement le dimanche 22 février.

Dans une assemblée d'agriculteurs, un représentant des « lois sociales » a tenté de nous donner une explication, un peu embarrassée et pour cause, de la future sécurité des « vieux petits propriétaires » paysans. N'est-il pas ridicule, insensé même de parler de sécurité et de bien-être dans le régime de « propriété individuelle » ? La cotisation sera, peut-être calculée d'après le revenu cadastral et le nombre de personnes vivant sous le toit familial. Au-dessus de 500 de revenu cadastral on ne sera plus bénéficiaire ! Connaissez les manœuvres de nombreux gros propriétaires qui savent, à l'occasion disséminer leurs biens sur les membres de leur famille, je vous donne à juger.

Reste les autres, les vrais ; là aussi, même si le sort de quelques-uns se trouve légèrement amélioré, l'inégalité, l'injustice continueront à régner. Car enfin, n'en déplaît à nos économistes plus ou moins démagogues, est-il possible à quiconque de déterminer un quelconque revenu moyen dans une petite exploitation ?

Dans ce revenu jouent un grand nombre de facteurs dont quelques-uns le basard n'est pas le moindre. Donc, la cotisation sera calculée d'après un revenu imaginaire et sera par conséquent injuste.

On dit souvent que le paysan ne paie pas d'impôts, cela est peut-être vrai pour les gros et dans les pays fertiles. Mais je peux affirmer que dans bien des coins, toutes les charges additionnelles, assurances obligatoires, cotisations sociales » atteindront une somme importante pour le petit propriétaire qui se trouvera de ce fait à la merci du moindre calamité agricole.

Aussi, quand nous prenons la défense des petits paysans, des « exploitants familiaux », nous ne prenons nullement la défense du système de la petite propriété et nous voyons la solution du problème paysan dans la coopérativisation des petites exploitations puis collectivisation.

En conclusion, la « retraite paysanne » fera le bien-être de quelques-uns parasites plus. Mais le bien-être des vieux paysans, comme des jeunes, ne pourra être réel et total que dans une organisation collective et fédérale où les travailleurs pourraient aisément produire pour les vieux et les inaptes, sans l'intermédiaire de l'Etat et de ses bure